

Section I: Identification and JP Status

Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Semester: 1-12

Country	Haiti
Thematic Window	Conflict Prevention and Peacebuilding
MDGF Atlas Project	MDGF-1977-F-HTI # 73337
Program title	Conflict Prevention and social cohesion through Local Community Empowerment and Institutional Capacity Building

Report Number	
Reporting Period	1-12
Programme Duration	
Official Starting Date	

Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none"> * IOM * UNDP * UNESCO * UNFPA * UN Women
--------------------------------	--

Implementing Partners

Budget Summary

Total Approved Budget

UNDP	\$3,054,850.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$711,550.00

UN Women	\$540,350.00
UNESCO	\$367,010.00
Total	\$7,000,000.00

Total Amount of Transferred To Date

UNDP	\$1,868,368.00
IOM	\$2,326,240.00
UNFPA	\$555,330.00
UN Women	\$438,700.00
UNESCO	\$367,010.00
Total	\$5,555,648.00

Total Budget Committed To Date

UNDP	\$1,766,280.40
IOM	\$1,821,058.32
UNFPA	\$166,539.00
UN Women	\$439,112.10
UNESCO	\$348,631.58
Total	\$4,541,621.40

Total Budget Disbursed To Date

UNDP	\$1,377,536.20
IOM	\$1,821,058.32
UNFPA	\$166,539.00
UN Women	\$329,918.80
UNESCO	\$206,972.58
Total	\$3,902,024.90

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would

require you to advise us if there has been any complementary financing provided for each programme as per following example:

Please use the same format as in the previous section (budget summary) to report figures (example 50,000.11) for fifty thousand US dollars and eleven cents

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel	NORWAY	\$828,272.00	\$96,835.00	\$489,007.00	\$242,430.00

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
hommes vulnerables	4,900	5,073	Citizens/Men	Creation of Economic Opportunities
femmes vulnerables	2,100	2,276	Citizens/Women	Creation of Economic Opportunities
femmes vulnerables	2,500	1,004	Citizens/Women	Conflict Resolution and Reconciliation
vulnerable communities	31	31	Communities	Provision of Infrastructures and Services
jeunes a risque/vulnerables	500	245	Youth/Female	Support to Income Generating Activities
jeunes a risque/vulnerables	0	0	Youth/Male	Support to Income Generating Activities
ecoles fondamentales des villes cibles	120	60	Schools	Conflict Resolution and Reconciliation
jeunes a risque/vulnerables	30	38	Youth/Male	Creation of Economic Opportunities
jeunes a risque/vulnerables	30	39	Citizens/Men	Creation of Economic Opportunities

Section II: JP Progress

1 Narrative on progress, obstacles and contingency Measures

Please provide a brief overall assessment (1000 words) of the extent to which the joint programme components are progressing in relation to expected outcomes and outputs, as well as any measures taken for the sustainability of the joint programme during the reporting period. Please, provide examples if relevant. Try to describe facts avoiding interpretations or personal opinions

Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

a.développement d'une stratégie novatrice de création d'opportunités économiques pour les jeunes au travers du placement et formation de jeunes issus de quartiers vulnérables au sein d'entreprises du secteur privé, de l'appui au développement de microentreprises chez les jeunes et notamment les jeunes femmes, d'un programme de sensibilisation sur les métiers porteurs par ville

b.Renforcement des capacités institutionnelles pour une meilleure gestion des conflits, et une meilleure compréhension et prévention de la violence au travers de la préparation de manuels de formation pour la gestion des conflits et des violences en milieu scolaire et au sein des communautés, l'accompagnement de 30 étudiants dans la production de leur mémoire sur la violence et des ateliers de réflexion/discussion

c.Augmentation des fournitures de service et sensibilisation des communautés.

Progress in outcomes

Effet 1: le programme a du replanifier les ateliers de préparation des plans de réduction de la violence pour le mois d'aout et les mécanismes de collaboration entre les autorités locales n'ont pu être montés jusqu'à présent. Toutefois, des rencontres régulières avec les autorités locales ont été réalisées. Par ailleurs, d'importants développements concernant le volet de création d'opportunités économiques ont été concrétisés durant le premier semestre 2012 avec des projets de placement de jeunes issus des quartiers vulnérables des Gonaïves. D'autres partenariats sont en cours avec les Chambres de Commerce et d'Industrie du Nord-Ouest, de l'Artibonite et du Sud en vue de mieux préparer les jeunes à l'emploi, de leur offrir une première expérience professionnelle et d'accompagner les jeunes entrepreneurs et des activités de formation technique et en entrepreneuriat sont en cours au Camp Corail de Port-au-Prince.

Effet 2 : le renforcement de l'Observatoire national de la violence et de la criminalité, les enquêtes de victimisation ainsi que le programme d'encouragement à la recherche et les ateliers de réflexion-débat ont permis de collecter les données visant à mieux comprendre les phénomènes de violence dans les villes du programme conjoint et au niveau national. Un effort de compréhension commune doit encore être réalisé et se fera lors des ateliers. En termes de réponses, le PC continue de travailler avec des acteurs locaux (radios communautaires, centres d'écoute, organisations de jeunes, directions départementales, écoles fondamentales...) afin de mieux prévenir la violence et d'apporter des réponses coordonnées aux phénomènes de violence. Des rencontres conjointes entre ces acteurs vont être organisées afin que ces acteurs soient mieux coordonnés et aient un impact conjoint renforcé. Par ailleurs, en collaboration avec le MENFP, la commission nationale va créer un module à la gestion des conflits en milieu scolaire.

Progress in outputs

resultats cumules:

Output 1.1 : complété à 60% :2 enquêtes de victimisation, 1 évaluation des offres et demandes d'opportunités économiques pour les jeunes, 1 Mapping des acteurs dans la prévention et la réduction de la violence et 1 évaluation des institutions sanitaires. Mais il n'y a pas encore les Plans de réduction de la violence

Output 1.2 : complété à 70% : 31 projet HIMO et début formation professionnelle et placements en entreprises de 60 jeunes en situation difficile, financement d'entreprises de jeunes entrepreneurs

Output 2.1 : complété à 60% : une centaine de jeunes d'associations formés sur la prévention de la violence/conflits et arts, des leaders d'organisations de jeunes ont été formés en leadership contre la violence et en gestion de projet, : 900 jeunes sont invités à partager leurs expériences de la violence et mobilisés pour faire des recommandations sur les moyens de résolution des conflits.

Output 2.2 : complété à 80-90 % : 5 centres d'écoute formés et fonctionnels

Output 2.3 : complété à 70% : formation radios communautaires et journalistes, renforcement du réseau de communicateurs contre la violence

Output 3.1 : complété à 40-50% : le système de collecte de données se met en place et a donné lieu à un diagnostic de violence pour chaque ville cible du Programme, notamment autour des quartiers et camps de Port-au-Prince. Cependant, le lien entre les institutions collectant des données sur la violence n'a pu être formalisé mais des collaborations ponctuelles ont été établies.

Output 3.2 : pas de résultat atteint à date sur cet output

Output 4.1 : en cours

Measures taken for the sustainability of the joint programme

la stratégie de pérennisation du programme conjoint (partagée avec le Secrétariat lors de la demande initiale de troisième tranche) a identifié 6 mesures principales. Ci-dessous, un compte-rendu des avancées par mesure:

Mesure 1: Observatoire National de la violence et de la criminalité et renforcement d'un système de collecte de données au niveau national:

- préparation d'une nouvelle stratégie de production de données et du bulletin 1 (publication au 31 juillet 2012)
- amélioration du site internet de l'ONAVC en cours
- planification d'une mission de renforcement des capacités de l'Observatoire et diagnostic institutionnel pour améliorer la collecte de données et la production régulière d'informations liées à la violence et la criminalité
- renforcement des capacités au niveau des universités: programme d'encouragement à la recherche en cours de mise en œuvre, production d'un guide méthodologique sur la collecte de données quantitatives et qualitatives.

Mesure 2: Centres d'Écoute pour les femmes victimes de violence:

- finalisation de l'étude sur la création d'activités génératrices de revenus au sein des centres d'écoute.
- évaluation des services donnés par les centres pour un appui cible.

Mesure 3: Projet de réhabilitation d'infrastructures communautaires:

- pour chaque structure réhabilitée, mise en place de comités de suivi

Mesure 4: Renforcement de mécanismes structurels afin de lier l'offre et la demande en termes de créations d'emplois:

- développement de partenariats avec 3 chambres de commerce et d'industrie (CCI). la base de données permettant de faire le lien entre l'offre et la demande est pérenne et des mécanismes de collaboration sont développés directement par les CCI sur la base des recommandations de l'étude menée par IDEJEN dans le cadre du programme. Chaque CCI s'engage à mettre en place des mesures de pérennisation dans le cadre de ce partenariat.

Mesure 5: Activités régulières de prévention de la violence chez les jeunes et constitution de réseaux communautaires contre la violence:

- incorporation d'un volet jeunes dans la préparation des plans de réduction de la violence afin de favoriser leur participation dans des activités de prévention

Mesure 6: L'appropriation par les autorités locales des plans de réduction de la violence. Cette mesure n'a pas encore été mise en œuvre car les plans n'ont pas encore été produits.

Are there difficulties in the implementation?

Administrative / Financial

Management: 1. Activity and output management. 2. Governance/Decision Making 4.Accountability

Joint Programme design

What are the causes of these difficulties?

Other. Please specify

Les processus de gestion des fonds et les capacités opérationnelles entre les agences sont variés et il n'existe pas de mécanismes flexibles nous permettant de gérer ces fonds de la même manière entre les agences, ce qui crée des différences notables dans les capacités des uns et des autres à mettre en œuvre des activités.

L'Unité d'Exécution a pu participer et contribuer aux activités de toutes les agences et appuyer la conception et le déroulement de nombreuses activités conjointes. Ainsi, si son rôle d'orientation est reconnu, il n'en demeure pas moins que les priorités établies et décisions finales d'action reviennent aux agences et ne permet donc pas toujours la mise en œuvre d'activités les plus pertinentes pour le programme.

Finalement, dans le cas du UNFPA, dans l'attente de la réponse de MJSAC aux recommandations de l'Audit 2010 et de l'Audit 2011 (qualified); aucun fond n'a été décaissé durant le 1er semestre 2012, pour ce partenaire.

Vu que le MJSAC a répondu aux recommandations des auditeurs, toutes les activités seront financées à partir du 3ème trimestre.

Briefly describe the current difficulties the Joint Programme is facing

Depuis sa conception le programme conjoint est confronté à plusieurs difficultés :

- 1.La localisation des villes récipiendaires du programme conjoint : le fait que ces villes soient très éloignées les unes des autres et considérant les mauvaises infrastructures de communication et de transport en Haïti, le suivi des activités est complexe et les partenaires de mise en œuvre ne peuvent être présents dans toutes les villes.
- 2.La coordination des activités aux niveaux central et local demeure un défi car il faut trouver un juste milieu entre la meilleure coordination possible, la mise en œuvre rapide des activités, les priorités internes des agences partenaires et les capacités opérationnelles sur le terrain qui restent très limitées.
- 3.La préparation des plans de réduction de la violence est un processus complexe avec des incidences politiques qui ne peut être réalisé aussi rapidement que prévu car il dépend de nombreuses analyses. Nous avons dû faire un Mapping supplémentaire, définir un mécanisme de consultations communautaires additionnel afin de s'assurer que toutes les parties prenantes soient représentées.
- 4.Des taux d'exécution variables qui s'étaient améliorés en 2011 mais qui s'élargissent à nouveau en 2012 pour certaines agences.

Briefly describe the current external difficulties that delay implementation

Le Programme Conjoint fait face à certaines difficultés externes qui ralentissent sa mise en œuvre :

-Sérieux retard des partenaires nationaux et internationaux du programme conjoint dans la mise en œuvre de leurs activités : retard dans les mappings, analyses et diagnostics qui ont empêché la convocation selon le calendrier établi des ateliers pour la prévention de la violence et la mise en œuvre des activités de création d'opportunités

économiques,

-Retard des partenaires dans la mise en œuvre d'activités de prévention (notamment concernant le projet de médiation interpersonnelle)

-Si le gouvernement au niveau central semble stabilisé et de très bonnes coordinations sont à noter avec le MJSAC et le MCFDF, la situation est devenue plus volatile au niveau local car de profonds changements sont en cours (placement de cartels locaux qui changent les maires en place depuis de nombreuses années et possibilité de mise en place d'élections locales avant la fin de l'année). Ceci implique une revue et intégration très précautionneuse des partenaires locaux dans les activités du programme

Explain the actions that are or will be taken to eliminate or mitigate the difficulties

Le recrutement de volontaires nationaux dans chacune des régions a permis de résoudre en partie le problème de suivi et de coordination des activités sur le terrain. Par ailleurs, certaines activités ont été concentrées dans des zones particulières afin de maximiser l'impact (créations d'opportunités économiques).

Des efforts additionnels de coordination ont été entrepris avec la mise en œuvre de réunions thématiques (genre et jeunesse) et l'identification active de nouvelles activités conjointes (kit de formation sur les conflits avec le MJSAC, travail conjoint sur les marches exploratoires, renforcement simultané des capacités du MJSAC et du MCFDF). Le suivi des représentants du PC sur le terrain permet aussi d'inciter une meilleure coordination entre les partenaires mais un effort supplémentaire de cohésion entre les partenaires doit être ajouté.

Au niveau de la gestion opérationnelle, le PNUD a parfois assumé des processus concertés sur lesquels d'autres agences ont contribué financièrement (partenariat avec URAMEL, activités de sensibilisation, préparation d'ateliers, etc).

2 Inter-Agency Coordination and Delivering as One

Is the joint programme still in line with the UNDAF?

Yes true
No false

If not, does the joint programme fit the national strategies?

Yes
No

What types of coordination mechanisms

Tel que présenté dans le dernier rapport et lors de l'évaluation à mi-parcours, les activités réalisées de la façon la plus 'conjointe' possible sont celles qui sont définies dès le départ, ensemble, et sous le suivi actif de l'Unité d'Exécution du PC. Cette dernière joue le rôle de moteur et prend souvent l'initiative de discuter en parallèle des activités conjointes afin de définir des concepts notes ou les responsabilités de chacune des agences pour un produit ou une activité bien précise.

Un tel mécanisme a très bien marché pour la conceptualisation du colloque international que l'Observatoire doit organiser, le projet d'encouragement à la recherche sur la violence, l'étude pour l'évaluation des centres de santé / l'étude prospective pour la collecte des données hospitalières/ l'organisation des activités du 25 novembre 2011 et du 8 mars 2012 (journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes), etc...

Des réunions thématiques sont désormais organisées en plus des réunions générales de coordination afin de définir les perspectives conjointes sur deux volets thématiques importants du programme : le volet genre et le volet jeune.

Des partenariats ont été établis avec d'autres programmes interagences tel que le projet 16/6 pour la relocalisation des populations affectées par le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Par ailleurs, les agences partenaires sont sollicitées sur les recrutements du programme, les termes de référence ou concept note de projet ou activités conjointes ou non, sur l'évaluation de propositions et le déroulement de certains projets.

Les VNUs permettent de concrétiser les décisions de coordination du niveau central au niveau local.

Please provide the values for each category of the indicator table below

Indicators	Baseline	Current Value	Means of verification	Collection methods
Number of managerial practices (financial, procurement, etc) implemented jointly by the UN implementing agencies for MDF-F JPs	3	9	<ul style="list-style-type: none"> - 1 microcapital agreement avec URAMEL (PNUD/UNFPA) - 1 lettre d'accord/contrat UEH (PNUD/UNESCO) - 1 lettre d'accord PNUD/OIM - 4 panel evaluation (viva rio/ idejen/URAMEL / CCIPA) -2 activites sensibilisation ONUFEMMES/PNUD 	copie des accords et processus d'achats avec renversements et notes au dossier disponibles
Number of joint analytical work (studies, diagnostic) undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	3	3	<ul style="list-style-type: none"> - etude evaluation des hopitaux (PNUD / URAMEL) - diagnostics conjoints des avancees du PC lors des ateliers de planification strategique annuels 	<p>rapport accord microcapital 2 avec URAMEL</p> <p>compte-rendu des ateliers de planification strategique</p>
Number of joint missions undertaken jointly by UN implementing agencies for MDG-F JPs	2	5	<ul style="list-style-type: none"> - visite evaluation conjointe UE/ONU/ONU/ONU/ONU/OIM (Dec. 2011) - visite evaluation UE/ONU/ONU/ONU/OIM - mission recrutement VNU / suivi centre d'ecoute de Ouanaminthe - mission exploratoire Gonaives (CCIPA) - mission conjointe restitution Ouanaminthe 	copie des ordres de mission

3 Development Effectiveness: Paris Declaration and Accra Agenda for Action

Are Government and other national implementation partners involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the government involved?

Management: service provision
Management: other, specify

Le programme conjoint travaille avec trois ministères principaux:

- Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF)
- Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique (MJSAC)
- le Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Le MCFDF et le MJSAC ont été très impliqués dans une partie de la stratégie et mise en œuvre du volet de création d'opportunités économiques, notamment pour les femmes. Le PC a appuyé le processus de consultations des femmes dans les départements touchés par le programme sur les volets économiques et violence et va continuer d'accompagner le processus afin d'extraire des données pertinentes pour affiner la stratégie sur ces deux volets.

Le MJSAC va former les 250 jeunes femmes des villes cibles du programme conjoint en entrepreneuriat. Au travers d'un accompagnement technique du programme conjoint et de ses partenaires, le MJSAC a développé un module de formation adapté aux jeunes entrepreneurs, et notamment aux jeunes femmes. De plus, le PC travaille avec le Ministère pour développer un kit de formation en gestion de conflits pour les brigadiers civiques du MJSAC et les Agents Multiplicateurs de Changement (AMC). Ce module permettra de former de nombreux agents de terrain afin qu'ils sachent mieux gérer les situations conflictuelles et potentiellement violentes. Ainsi, les partenariats élaborés ou en cours d'élaboration non seulement permettent aux Ministères de jouer un rôle prépondérant dans la définition et mise en œuvre des activités du programme conjoint, mais permettent aussi le renforcement des capacités institutionnelles.

De plus, le MCFDF, au travers de sa direction centrale et de ses directions départementales qui sont particulièrement actives sur le terrain, ont contribué à la mise en œuvre et à la définition des activités du programme.

Who leads and/or chairs the PMC?

la Directrice Principale du PNUD dirige le CGP.
les réunions sont organisées par le PNUD dans les locaux disponibles de ce dernier.

Number of meetings with PMC chair

deux réunions ont déjà été conduites cette année.
la première a permis de revoir les avancées du PC en 2011, les conclusions de l'évaluation à mi-parcours ainsi que le plan de travail 2012

la deuxième a permis de revoir l'ensemble de la stratégie de pérennisation du programme et valider la version finale de l'évaluation à mi-parcours du PC, les mesures de mitigation/adaptation proposées ainsi que les ajustements budgétaires soumis par les agences partenaires et le plan de plaidoyer.

une troisième aura lieu à la fin du mois de juillet sur les avancées du programme à date et l'extension du PC en 2013.

Is civil society involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved false
Fairly involved true
Fully involved false

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Management: service provision
Management: other, specify

la société civile est impliquée à 3 niveaux:

- processus de consultation sur les aspects de la violence notamment
- mise en œuvre d'activités de sensibilisation contre la violence du programme conjoint
- appui à la création de réseaux sociaux (réseau des jeunes, réseau des radios communautaires,...)

Are the citizens involved in the implementation of activities and the delivery of outputs?

Not involved false
Slightly involved true
Fairly involved false
Fully involved false

In what kind of decisions and activities are the citizens involved?

Policy/decision making
Management: other, specify

Les citoyens sont engagés dans des processus de consultations (enquêtes de victimisation).

Des rencontres communautaires sont également prévues pour la préparation des plans de réduction de la violence.

Tel que mentionné dans d'autres rapports, les citoyens ont également été impliqués dans la sélection des projets de réhabilitation d'infrastructures communautaires (définition des projets et priorisation).

Where is the joint programme management unit seated?

UN Agency

Current situation

1. Le programme conjoint a très sensiblement augmenté ses mécanismes de collaboration et de partenariat stratégique avec deux Ministères principaux (MJSAC et MCFDF).
2. Le PC est aussi en train de développer 4 partenariats avec des Chambres de Commerce et d'Industrie locales. Ce dernier point mérite une attention toute particulière car le PC a initié des partenariats vraiment novateurs qui sont perçus comme des expériences pilotes potentiellement replicables avec les CCI des autres départements. Leur intérêt à aider au placement de jeunes dans les entreprises locales est très prononcé et ouvre la porte à plus d'activités liées au développement social des entreprises en Haïti, même si cela reste à petite échelle. Les entreprises semblent également vouloir changer leur image et se rapprocher des jeunes en leur offrant des possibilités de stage professionnels et emplois. La restitution de l'étude d'IDEJEN sur les opportunités économiques des jeunes a créé un certain momentum dans chacune des villes.
3. L'intégration pleine et entière des citoyens dans le programme reste complexe. Les citoyens sont bien entendu les bénéficiaires du programme et ont participé au choix des projets de réhabilitation des infrastructures communautaires mais le retard pris dans la préparation des plans de réduction de la violence a empêché une plus grande appropriation du projet jusqu'à présent.

4 Communication and Advocacy

Has the JP articulated an advocacy & communication strategy that helps advance its policy objectives and development outcomes?

Yes true
No false

Please provide a brief explanation of the objectives, key elements and target audience of this strategy

La stratégie de plaidoyer et de communication du Programme conjoint vise à influencer les prises de décision en faveur de la prévention de la violence et le renforcement de la cohésion sociale, sur le plan national et local.

La stratégie de communication vise à valoriser et rendre plus intelligible, pour le public cible, le processus de renforcement des structures de prévention et de réponse à la violence ainsi que celui de l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes de quartiers vulnérables dans nos cinq villes cibles : Ouanaminthe, Port-de-Paix, Gonaïves, Saint-Marc et Port-au-Prince.

Dans les faits le Plan de plaidoyer cherche à :

- Promouvoir le concept de citoyen responsable et engagé pour sa communauté ;
- Encourager l'implication du secteur privé dans le développement des communautés ;

Le programme conjoint contribue à deux OMD particuliers et des informations et ce lien sera mis en valeur jusqu'à la fin du programme.

Le plan de Plaidoyer et de communication s'adresse aux décideurs politiques haïtiens, et plus particulièrement aux autorités locales et aux communautés...

Dans un second temps ce plans'intéresse au promoteur du Programme Conjoint, aux partenaires, aux bénéficiaires directs et indirects, aux médias et au public en général.

le Programme conjoint mettra en œuvre les principales activités de visibilité suivantes:

- Des Matériels de visibilité sont accordés aux partenaires de terrain : t-shirt et cartes de visite pour les VNU, banderoles, gourdes.
- Sensibilisation de la population à travers les radios communautaires. Grâce à un partenariat avec SAKS des journalistes seront formés pour la prise en charge des VBG lors des émissions de radios, les radios partenaires sont impliqués dans la sensibilisation de la population en générale sur la culture de la paix et dans la sensibilisation des jeunes pour les métiers/comportements clés sur le marché de l'emploi.
- Des newsletters, des bandes dessinées sont produites pour mettre à la disposition d'un grand public nos réalisations et faire passer des messages clés contre la violence. Des articles sur les évènements du Programme conjoint (atelier, commémoration, etc) sont apparus dans les médias écrits.

What concrete gains are the advocacy and communication efforts outlined in the JP and/or national strategy contributing towards achieving?

Increased awareness on MDG related issues amongst citizens and governments

Increased dialogue among citizens, civil society, local national government in relation to development policy and practice

Establishment and/or liaison with social networks to advance MDGs and related goals

Key moments/events of social mobilization that highlight issues

What is the number and type of partnerships that have been established amongst different sectors of society to promote the achievement of the MDGs and related goals?

Faith-based organizations	0
Social networks/coalitions	1- HTD
Local citizen groups	8 dont 5 centres d'ecoute
Private sector	2- CCI (championnat et accord/deux autres en cours)
Academic institutions	1 - UEH
Media groups and journalist	2 - SAKS et reseau des communicateurs contre la violence
Other	2: Ministeres (MJSAC-MCFDF)

What outreach activities do the programme implement to ensure that local citizens have adequate access to information on the programme and opportunities to actively participate?

Use of local communication mediums such radio, theatre groups, newspapers

Others

des reunions bilaterales ont ete mises en oeuvre par le programme et des reunions de coordination vont etre renforcees par les Coordonateurs locaux du programme conjoint.

Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
RESULTAT 1.2: Des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productifs porteurs	7000	- nombre de travailleurs jour qui reçoivent des indemnités - nombre de travailleurs pendant au moins 15 jours qui reçoivent des indemnités	7349.0

Target 1.B: Achieve full and productive employment and decent work for all, including women and young people

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
RESULTAT 1.2: Des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productifs porteurs	581	-nombre de jeunes (désagrégés par sexe) formés dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi - Nombre de jeunes places en entreprise comme salariés - nombre de jeunes appuyés dans le développement de leur entreprise	77.0

Target 3.A: Eliminate gender disparity in primary and secondary education, preferably by 2005, and in all levels of education no later than 2015

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
------------	---------------	--------------	-------

RESULTAT 1.2: Des groupes à risque cibles 0
 bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productifs porteurs

RESULTAT 2.2: initiatives comprenant la fourniture de services médicaux et psychosociaux

- nombre de jeunes femmes appuyées dans le développement de leur entreprise 1050.0

- nombre de jeunes femmes formées dans les secteurs clés et placées dans les entreprises

- Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre

- nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence

- nombre de centres d'écoute actifs

- nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire dans les régions cibles

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

la contribution du MDG-F a l'autonomisation des femmes n'est pas directement liée à l'éducation mais plutôt à la formation professionnelle et à l'appui à l'autonomisation économique des jeunes femmes.

il est important de noter que le programme contribue à cet objectif de multiples façons:

1. considération de l'aspect genre dans les projets à haute intensité de main-d'œuvre (au moins 30%) ainsi que dans les projets de placement (50%)

2. developpement d'un programme adapte pour 250 jeunes femmes entrepreneures dans les villes cibles du programme conjoint. Le module developpe avec le programme conjoint et ses partenaires est un module de formation du Ministere de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique et sera donc replicable.

3. developpement d'activites economiques pour les femmes vulnerables dans les centres d'ecoute appuyes par le programme conjoint. Cette activite permettra de toucher des femmes vulnerables et victimes de violence. les resultats des evaluations sont disponibles.

4. renforcement de la prise en charge pluri-disciplinaire et notamment et de l'accompagnement des femmes victimes de violence.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

Au vu de ce qui precede et des avancees interessantes du programme malgre certains retards dans la mise en oeuvre, les agences partenaires souhaitent solliciter l'extension du programme conjoint en 2013.

Le comite directeur sera consulte dans les prochains jours sur cette extension.

Section IV: General Thematic Indicators

1 National capacities to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

1.1 Type/number of new mechanisms (supported by the joint programme) that respond to popular demands/dissatisfaction related to existing and/or potential sources of conflict (i.e. denial of rights, urban violence, discrimination, etc.)

Policies

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

Laws

No. National	0
No. Regional	0
No. Local	0

Plans

National	0
Regional	0
Local	5

Forums/roundtables

National	0
Regional	0
Local	5

Working groups

National	0
Regional	0
Local	0

Dialog clubs

National	1
----------	---

Regional 0
Local 0

Cooperation agreements

National 0
Regional 0
Local 0

Other, Specify

National 0
Regional 0
Local 0

1.2 Please briefly provide some contextual information on the above mentioned mechanisms and the country/municipality where it will be implemented (base line, stage of development and approval, potential impact)

1. au niveau national:

- la Plateforme Nationale d'échange facilitée par l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité et qui a pour but de susciter des discussions, débats et ententecommune sur les sources, formes et manifestations de la violence et de la criminalité en Haïti.

2. Au niveau Local:

- des structures de coordination sous la forme de réunions entre les autorités locales, les acteurs de sécurité et les communautés vulnérables devraient très constitués afin d'améliorer les mécanismes de collaboration et de permettre la mise en œuvre des plans locaux de réduction de la violence.
- ces plans seront définis de concert avec les communautés locales et les autorités au travers de mécanismes de consultations
- de plus, les projets d'infrastructures communautaires ont implique des processus de consultation entre les communautes et les autorites locales afin d'identifier de facon conjointes les projets prioritaires.

1.3 Number of citizens benefiting from the above mentioned mechanisms to channel their concerns

Total No. Citizens

Total 3464
% Ethnic groups n/a
Total Urban

No. Urban Women 3203
No. Urban Men 361
Total Rural n/a
No. Rural Women n/a
No. Rural Men n/a

Youth under the age of 25 years

Total n/a
Total Urban n/a
No. Urban Women n/a
No. Urban Men n/a
Total Rural n/a
No. Rural Women n/a
No. Rural Men n/a

IDPs/Refugees

Total No. n/a
Total Urban n/a
No. Urban Women n/a
No. Urban Men n/a
Total Rural n/a
No. Rural Women n/a
No. Rural Men n/a

Other, Specify

Total No.
Total Urban
No. Urban Women
No. Urban men
Total Rural
No. Rural Women
No. Rural Men

1.4 Number of local and/or community plans for violence prevention implemented

Total

No. 0

Youth

No. 0
% of ethnic groups 0

Women

No. 0
% ethnic groups 0

Ethnic groups

No 0

Other, Specify

No. 0
% ethnic groups 0

2 Capacity to prevent, reduce, mitigate and cope with the impact of violent conflict strengthened

2.1 Number of organizations and individuals with strengthened capacity in the following areas

Violence
Conflict mediation
Conflict resolution

Religion Leaders

No. n/a
% ethnic groups n/a

Community Leaders

No. n/a
% ethnic groups n/a

Citizens

No. Women 1258

No. Men 381
% ethnic groups n/a

Judges

No. 2
% ethnic groups n/a

Policeman

No. 1
% ethnic groups n/a

Civil servants

No. 20
% ethnic groups n/a

Government representatives

No. 3
% ethnic groups n/a

Youth organizations

No. 45
% ethnic groups n/a

Community based organizations

No. 11
% ethnic groups n/a

3 Impact of violent conflict reduced and/or mitigated

3.1 Number and type of violent incidents reported in the area of intervention through formal and informal channels

Social incidents (e.g. riots)	10 incendies et manifestations
Crime (Violent incidents)	369 vols, assassinats, meurtres, association de malfaiteurs, trafic illicite de stupéfiants et tentative d'assassinat
Ethnic groups related	0

Other, specify 602 Viol, violences conjugale, physique, sexuelle

Comments

Dans le cadre du Programme Conjoint, une enquête de victimisation a été menée dans chacune des villes cibles en collaboration avec l'ONAVC et le CIPC. Au moins 20% des habitants des quartiers vulnérables sont représentés dans cette enquête. Les résultats préliminaires indiquent les éléments suivants.

Les tendances sont les suivantes:

- concernant la banalisation de la violence: les personnes interrogées jugent négativement les actions violentes sauf lorsqu'il s'agit d'un policier qui frappe un voleur.
- entre 13 et 25% des personnes interrogées pensent qu'il est normal de battre sa femme lorsqu'elle n'obéit pas, plus de 80% pensent que c'est anormal.
- environ deux tiers des personnes interrogées pensent qu'il est anormal de lyncher un bandit, un tiers pense que c'est normal (pourcentages similaires dans chacune des villes)

En termes de sentiment de sécurité, l'étude indique que « bien que la situation de la sécurité semble s'être améliorée considérablement selon les répondants au cours des 12 derniers mois précédents la passation du questionnaire, il n'en reste pas moins qu'en moyenne 29.7% des répondants disent ne se sentir jamais ou rarement en sécurité dans la journée alors que ces résultats s'élèvent à 43% lorsque la nuit tombe. »

Concernant la circulation d'armes, les répondants affirment en général que celle-ci a baissé dans les villes de province. L'inverse se produit à Port-au-Prince où les premiers résultats indiquent plutôt une recrudescence de la circulation des armes (80% des personnes enquêtées pensent cela).

Les cas rapportés de violences physiques ou sexuelles sont peu nombreux et ne permettent pas de conclure sur des tendances.

**PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE
MDG-F 1977-PC-PCCS: MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK**

2010-2011- juin 2012

Résultats Attendus (Outcomes & outputs)	Indicateurs Initiaux Et nouveaux	Ligne de base (actualisée après le 12 janvier 2010)	Cible Prévue pour l'ensemble du PC	Atteinte des cibles au 31 juin 2012	Moyens de vérification	Méthode de collecte (avec les dates et fréquence indicatives)	Responsabilités	Risques & Assumptions
<p>OUTCOME 1: les capacités et mécanismes locaux pour prévenir et réduire la violence sont renforcés</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 1:</i> <i>Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</i></p> <p>Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés</p>	<p>Indicateurs Output 1.1:</p> <p>a. nombre de communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées</p> <p>b. nombre de décisions/documents validés conjointement par les structures locales pour un consensus sur les priorités de réduction de la violence</p> <p>c. nombre de plans de réduction de la violence produits</p>	<p>Les activités de prévention/réduction de la violence restent ponctuelles et ne sont souvent pas coordonnées au niveau local et implique peu les communautés dans la conception de celles-ci.</p> <p>La violence reste préoccupante dans les régions cibles pour les raisons structurelles suivantes : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable</p>	<p>a/b/c Des plans de réduction de la violence sont produits et validés conjointement avec les structures locales dans 5 régions cibles et dans au moins 3 camps de Port au Prince et servent de cadre de référence pour les activités de développement/prévention de la violence</p>	<p>a. 44 quartiers/communautés vulnérables dans lesquels une enquête de victimisation a été réalisée dans les 5 villes cibles. Le rapport a été produit.</p> <p>- 4 quartiers précaires de Port-au-Prince dans lesquels une enquête de victimisation a été réalisée.</p> <p>- 29 quartiers précaires des villes ciblées dont 4 quartiers à Port-au-Prince, dans lesquels une évaluation des besoins des jeunes en formation professionnelle et en emploi a été réalisée. Un rapport préliminaire soumis.</p> <p>- 169 acteurs essentiels répertoriés, dont 41 à Port-au-Prince, travaillant dans la prévention et la réduction de la violence.</p> <p>- 15 institutions sanitaires des 5 villes cibles ont été évaluées afin de mettre en place un système d'enregistrement et de suivi des victimes de violence</p> <p>b. 0 décisions et documents validés par les structures locales.</p> <p>c. 0 plans de réduction de la violence sont produits.</p> <p>- Mapping d'acteurs et de mécanismes de concertation/dialogue disponible</p> <p>- Appel d'offre d'un consultant pour organiser des réunions communautaires menant à l'élaboration des plans</p> <p>- 4 VNU régionaux contribuent dans la préparation à l'élaboration des Plans.</p>	<p>a. Compte-rendu/documents d'analyse/feuille de présence</p> <p>Documents et rapports d'enquêtes et d'évaluation</p> <p>b. Minutes/documents valides par les structures locales</p> <p>c. les plans validés peuvent être consultés aux niveaux central/ local / et au sein de l'Unité d'Exécution du PC</p>	<p>a. focus group multi-sectoriels</p> <p>a. enquêtes de perception au sein des communautés</p> <p>a. études/analyses complémentaires produites</p> <p>b. envoi et archivage des copies desdits documents</p> <p>c. copie des plans de prévention de la violence</p>	<p>a/b/PNUD</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale</p> <p>H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électoral, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p>EN BAISSÉ</p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de cholera</p> <p>H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p> <p>EN BAISSÉ</p> <p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans cinq villes</p>

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 1.2: des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socio-économiques au travers de programmes à haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productifs porteurs</p>	<p>a. nombre de travailleurs jour (désagrégés par sexe) qui reçoivent des indemnités</p> <p>b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales</p> <p>d. nombre de partenariats définis avec les entreprises du secteur privé pour la formation de jeunes bénéficiaires de renforcements de capacités pour leur entreprise</p> <p>c. nombre de jeunes (désagrégés par sexe) formés dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi</p>		<p>a. 7000 personnes (dont au moins 30% de femmes) sont employées pendant au moins deux semaines</p> <p>b. une trentaine de projets de réhabilitation sont menés à bien dans les communautés cibles</p> <p>c/d/e. au moins 80 jeunes (40 hommes/40 femmes) formés et placés dans des entreprises privées</p>	<p>a. 63,271 travailleurs jours ont reçu des indemnités, dont 21,204 femmes et 42,067 hommes.</p> <p>a.a- 7,349 personnes pendant au moins deux semaines ont été embauchés, - 2,276 femmes (31%) - 5,073 hommes (69%)</p> <p>b. 31 projets de réhabilitation ont été mis en œuvre.</p> <p>d. 1 partenariat défini avec la chambre de Commerce de l'Artibonite (Gonaïves et Saint-Marc) pour la formation et le placement de jeunes en entreprises : - 60 jeunes diplômés bénéficieront d'un stage en entreprise. - 1 formation en préparation à emploi a été identifiée. 60 jeunes bénéficieront de ces formations. - Réplication de ce partenariat avec les Chambres de Commerce du SUD, du NORD-EST et de Saint-Marc.</p> <p>c. 0 jeunes formés dans les secteurs clés pour l'emploi. - Des formations professionnelles clés (Plomberie, Electricité, maçonnerie, techniques médicales) ont été identifiées pour former les jeunes les plus vulnérables. 40 jeunes bénéficieront de</p>	<p>a. feuilles de présence et de paie</p> <p>b. visites de supervision et de suivi sur le terrain</p> <p>c. feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes dans les écoles/stages de formation</p> <p>d. des accords sont signés entre les</p>	<p>a. Tables consolidées des projets et bénéficiaires des projets à haute intensité de main-d'œuvre dans les 5 communautés cibles sont disponibles</p> <p>b. rapports de visite avec photos</p> <p>c. copies de ces feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes sont disponibles à l'Unité d'Exécution</p> <p>d. les originaux des accords signés sont disponibles au PNUD</p>	<p>OIM sur les activités HIMO et la formation professionnelle</p> <p>PNUD sur les activités liées au placement des jeunes dans les entreprises privées</p>	<p>différentes.</p> <p>H3 : au travers de la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination</p> <p>EN BAISSÉ</p> <p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempe de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet.</p> <p>H4 : en demandent une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble des activités du cadre de résultats prévus.</p> <p>R5 : réticence du secteur privé à employer les jeunes vulnérables et peu expérimentés</p>
--	--	--	--	--	--	---	--	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p><i>a. nombre de jeunes vulnérables (désagrégés par sexe) bénéficiant d'un apprentissage pratique et technique dans des entreprises privées</i></p> <p><i>b. nombre de jeunes ayant reçu une formation en gestion de petite entreprise.</i></p> <p><i>c. Nombre de jeunes places en entreprise comme salarié</i></p> <p><i>d. Nombre de petite entreprise créés ou association formée</i></p> <p><i>e. Nombre de membres de communauté ayant reçu des formations Life-skill pour renforcer la cohésion</i></p>			<p>ces formations.</p> <p>60 jeunes vulnérables ont été sélectionnés pour bénéficier un apprentissage pratique et technique dans des entreprises privées locales</p> <p>77 jeunes du camp Corail ont reçu une formation en gestion de petite entreprise.</p> <p>60 jeunes ont été sélectionnés pour bénéficier un stage en entreprise comme salariés.</p> <p>0 entreprises ont été créées. - une évaluation a été réalisée et un rapport est disponible pour la mise en place d'une activité génératrice de revenus dans chaque centre d'écoute en vue d'améliorer les conditions de vies des victimes de violence basée sur le genre.</p>	<p>Chambres de Commerce et le PNUD</p> <p>e.f.g.visites de suivi dans les entreprises (pour vérifier la mise au travail effective du jeune placé)</p>	<p>e. compte-rendu des visites de suivi dans les entreprises (archivage au sein de l'Unité d'Exécution)</p>		<p>H5 : en mettant des mécanismes de subvention et/ou de stage, les entreprises seront plus coopérants</p>
--	--	--	--	--	---	---	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p><i>sociale</i></p> <p><i>f. Nombre d'emploi durable crée</i></p> <p><i>g. nombre de femmes développant leur entrepreneuriat</i></p>			<p>21 jeunes femmes entrepreneurs sont sorties lauréates du concours Entreprenariat Féminin organisé par le Programme conjoint</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un montant de 10,000 gourdes de financement direct est accordé aux 21 lauréates - 245 jeunes femmes inscrites au concours sont sélectionnées pour suivre une formation en gestion d'entreprises 				
--	--	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p><i>OUTPUT CONJOINT 2:</i> <i>L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</i></p> <p>Output 2.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer l'accès des communautés aux services sont mises en œuvre</p>	<p>Indicateurs Output 2.1 :</p> <p>a. Nombre de jeunes formés et sensibilisés par des activités de réduction de la violence</p> <p>b. Nombre de réunions de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles</p> <p>c. Nombre de jeunes et d'associations de jeunes mobilisés pour leur communauté</p>	<p>Les focus groups et le mapping orchestre par ONU FEMMES nous fournissent les éléments suivants concernant l'état de la violence dans les 5 zones cibles. Ces informations restent néanmoins relatives et incomplètes car l'enquête de perception n'a pas pu encore avoir lieu :</p> <p>Ouanaminthe, une perception d'augmentation de la violence a été recensée mais non vérifiée</p> <p>De la même façon, les conclusions du focus group organisé à Port-de-Paix et les Cayes montrent une perception d'augmentation des phénomènes de violence et de criminalité. Des critiques concernant des phénomènes de corruption qui entament la</p>	<p>20% de réduction de la perception de la violence et de l'insécurité par la population des communautés en deux ans</p>	<p>a. 300 journalistes ont bénéficié d'une formation visant à renforcer les capacités des journalistes lors des élections présidentielles de 2010.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 29,300 personnes sont sensibilisées contre la violence à travers des journées commémoratives, des émissions de radios, et des inaugurations de sites mis en place par le Programme. <p>b. 0 nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles.</p> <p>c. 164 jeunes artistes appartenant à 29 groupes/associations de jeunes ont été sensibilisés sur le phénomène à travers l'art et le sport par le biais d'Haïti Tchaka Danse.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 150 leaders d'organisations de jeunes dans les 5 villes cibles du Programme ont été sensibilisés et formés en leadership contre la violence et en gestion de projet. - 1 réseau de jeunes artistes contre la violence et criminalité est créé - 450 jeunes sont sélectionnés pour participer à une formation sur la gestion de conflits à travers le sport. - 90 jeunes sont ciblés pour créer des œuvres artistiques - 27 leaders d'opinion (autorités locales et membres d'organisations) formés sur les violences conjugales 		<p>UNDP UNFPA UNESCO</p>	
--	---	--	--	---	--	----------------------------------	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p>a. nombre de leaders de camps formés en médiation de conflits</p> <p>b. nombre de projets communautaires mis en œuvres dans et autour des camps et dans les quartiers relocalisés</p> <p>c. Nombre de directions départementales du MJSAC appuyés</p> <p>d. Nombre de Centre intégrés de jeunesse du MJSAC appuyés</p> <p>e. Nombre de réseaux communautaires de jeunes du MJSAC appuyés</p>	<p>confiance entre les communautés et les autorités locales</p> <p>Les capacités des acteurs de la police et de la justice comme garants de la sécurité et du droit en Haïti sont remises en question de façon régulière</p>		<p>0 leaders de camps formés entièrement en médiation de conflits (processus en cours)</p> <p>2 projets communautaires sont mis en œuvre dans et autour les camps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 projet de médiation de conflits par la formation des agents communaux et des leaders des camps. 1- projet d’offre d’opportunités économiques aux jeunes hommes et femmes par la formation en micro entreprise et par le financement des micros entreprises de jeunes entrepreneurs. <p>- 0 direction départementales du MJSAC appuyés</p> <p>- 0 centres intégrés de jeunesse du MJSAC appuyés</p> <p>- 0 réseaux communautaires de jeunes du MJSAC appuyés</p>				<p>R :Dans l’attente de la réponse de MJSAC aux recommandations de l’Audit 2010 et de l’Audit 2011 (qualified); aucun fond n’a été décaissé durant le 1^{er} semestre 2012, pour ce partenaire.</p> <p>Vu que le MJSAC a répondu aux recommandations des auditeurs, toutes les activités seront financées à partir du 3^{eme} trimestre.</p>
--	--	--	--	---	--	--	--	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 2.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologique aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des activités de sensibilisation sur la violence de genre mises en œuvre</p>	<p>a. Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre</p> <p>b. nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence</p> <p>c. nombre de centres d'écoute actifs</p> <p>d. Nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire</p>	<p>Mapping des besoins des organisations de femmes :</p> <p>OUANAMINTHE : Organisations de femmes actives et formées en GBV service de prise en charge disponible et sensibilisations continues mais sans obtenir une baisse de la violence faite aux femmes (perception que le GBV est en augmentation dans la région)</p> <p>Besoin de renforcer les capacités de la justice et de la police et de continuer l'encadrement des organisations de femmes</p> <p>PORT DE PAIX : Peu d'organisations de femmes dans la zone</p> <p>Fourniture de services faible</p> <p>Besoin en formation pour les médecins, policiers, avocats et organisations qui font de l'accompagnement de femmes victimes</p>	<p>Renforcement des capacités des organisations de base dans la prévention de la violence faite aux femmes et dans la prise en charge multidisciplinaire de femmes et filles victimes de violence de genre dans les 5 villes cible</p>	<p>a. 0 nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre du fait du retard accusé par le partenaire pour soumettre les conclusions. Les résultats préliminaires de l'étude ont été communiqués partiellement, en mars 2012. Sur la base de ces informations, des partenariats sont en cours avec des organisations qui devront appuyer les structures sanitaires ciblées pour la formation du personnel médical, l'aménagement des espaces et l'achat des intrants pour la prise en charge médicale des victimes de violence. Le plan de d'activités est en phase de validation</p> <p>b. 6 formations sont réalisées pour le renforcement du personnel des centres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 formations en Gestion administrative et financière - 1 formation en accompagnement des femmes violentées -1 formation en Introduction sur l'accueil : Mise à nouveau sur la VBG -1 formation/Sensibilisation en guide d'animation sur la VBG <p>c. 5 centres d'écoute actifs (Saint-Marc, Gonaïves, Port-de-Paix, Ouanaminthe et les Cayes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - OFC 189 femmes ont été accompagnées à date - AFPROG 189 femmes ont été accompagnées à date - KOFANE 49 femmes ont été accompagnées à date 	<p>a. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>b. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>c. visites de supervision dans les centres</p> <p>d. les organisations remplissent et archivent des fiches par cas de violence basée sur le</p>	<p>a. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>b. rapports d'activités sur les formations soumis à l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>c. rapports de terrain évaluant la qualité des services fournis par les centres d'écoute</p> <p>d. Rapports soumis par les organisations de femmes sur les cas répertoriés de femmes/filles victimes (vérification des fiches lors des visites de terrain)</p> <p>e. une copie des rapports des partenaires est envoyée pour</p>	<p>UNFPA pour les activités liées a la prise en charge médicale</p> <p>ONU FEMMES pour les activités liées a la prévention et a la prise en charge multidisciplinaire</p>	
--	---	--	--	---	--	---	---	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>dans les régions cibles</p> <p>e. nombre de rencontres communautaires</p> <p>a. Nombre de spots et émissions de radios et de télévision qui transmettent des messages sur la violence basée sur le genre</p> <p>b. Nombre de flyers/ bandes dessinées produit</p> <p>c. Nombre d'émissions en direct en faveur de VBG</p> <p>d. Nombres de centres de santé renforcés en matériels médicaux.</p> <p>e. Nombre de bureaux départementaux</p>	<p>GONAIVES : mouvement féministe assez fort, travail en réseau intéressant et fourniture de services de très bonne qualité aux femmes victimes de violence</p> <p>SAINT MARC : 4 organisations de femmes actives mais sans coordination particulière entre elles</p> <p>LES CAYES : mouvement féministe assez faible avec seulement deux organisations de femmes travaillant dans l'aide aux femmes victimes de violence</p>			<p>- MOFAP 231 femmes ont été accompagnées à date</p> <p>GADES 346 femmes ont été accompagnées date</p> <p>d. 1,004 femmes victimes de violence à date ont bénéficié de la prise en charge par les centres d'écoute dans les cas de violence basée sur le genre</p> <p>e. 67 rencontres communautaires ont été réalisées par les centres d'écoute</p> <p>- 9 Réalisation de spots publicitaires et d'émissions :</p> <p>1) CAYES : (3 spots audio et 2 vidéos diffusés au moins 3 fois jour sur 3 chaînes de TV et 5 stations de radio depuis septembre 2011)</p> <p>- Port-de-Paix : (1 Emission de radio de 15mn sur les VBG pour la promotion de l'ouverture du centre en Juin 2011)</p> <p>- Ouanaminthe : (3 Emissions de radio sur les VBG durant les fêtes patronales en Aout 2011)</p> <p>- 10,000 BD sont produites pour sensibiliser contre la violence la population des villes lors de la journée du 8 mars 2012.</p> <p>- 20 émissions de radio de 30 minutes et de 12 spots de promotion de la non-violence ont été produites</p>	<p>genre</p> <p>e.rapports semestriels préparés par chaque partenaire sur les activités de prévention</p>	<p>archivage a l'Unité d'exécution du PC</p>		
---	---	--	--	---	---	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<i>du MCFDF équipés en matériels de bureaux et informatiques</i>								
--	--	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 2.3: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence faite aux femmes, et promotion de la cohésion sociale renforcée au travers d'émissions de radio nationales et communautaires</p>	<p>a. Nombre de jeunes hommes et de femmes qui entendent et participent dans des émissions de radios sur la paix et la prévention de la violence</p> <p>b. Nombre de radios communautaires impliquées</p>		<p>Les thèmes de prévention de la violence sont traités de façon régulière et appropriée par les medias</p> <p>50 inspecteurs pédagogiques et 230 directeurs d'écoles sont formés pour comprendre et gérer les manifestations de violence dans les écoles</p> <p>40 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p>	<p>a. 526,366 personnes sont potentiellement sensibilisées sur la paix et la prévention de la violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 248,025 hommes potentiels sont sensibilisés 278,341 femmes potentielles sont sensibilisées <p>21 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p> <p>B. 9 radios communautaires et la radio télédiffusion nationale d'Haïti (RTNH) sont impliqués</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 réseau de communicateurs contre la violence est opérationnel et 1 partenariat a été défini avec SAKS en vue de : <ul style="list-style-type: none"> - renforcer les capacités du réseau de communicateurs contre la violence - former des journalistes de 13 radios dont celles du réseau des communicateurs ont été sélectionnées pour la sensibilisation contre la violence - une formation en gestion des appels des victimes de violence a été identifiée en vue de permettre aux journalistes d'appuyer les centres d'écoute dans la prise en charge des victimes de VBG - réaliser une émission en employabilité dans le de permettre aux jeunes d'être informé sur les secteurs porteurs de l'économie - assurer la visibilité du Programme conjoint auprès de la population des villes 	<p>Rapports et publications sur les activités mises en œuvre au sein des communautés concernant les jeunes et les femmes</p> <p>Minutes des consultations avec les femmes et les jeunes des communautés</p>	<p>Préparation de questionnaires</p> <p>Enquêtes périodiques des bénéficiaires</p>	<p>UNESCO</p>	
--	---	--	--	--	---	--	---------------	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>OUTCOME 2: les capacités et systèmes nationaux pour comprendre les causes et dynamiques des crises et de la violence et pour articuler des réponses pertinentes sont renforcées</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 3:</i> <i>La capacité nationale du gouvernement à trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</i></p> <p>Output 3.1: des analyses multidimensionnelles empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont développées</p>	<p>a. Nombre de diagnostics locaux sur la violence, et notamment la violence faite aux femmes, préparés et diffusés</p> <p>b. nombre d'analyses sur la violence en Haïti produites et diffusées</p> <p>c. Etablissement d'une plateforme d'échange active avec les acteurs impliqués dans la collecte et la prévention de la violence en Haïti</p>	<p>L'observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONVC) créé en août 2009 a été détruit après le tremblement de terre mais les données collectées depuis septembre 2009 ont été sauvegardées.</p> <p>L'UEH, qui abrite et pilote l'Observatoire, a perdu 9 de ses 11 édifices, ainsi que de nombreux étudiants et professeurs lors du séisme.</p> <p>Il existe peu de données fiables et harmonisées sur la violence et la criminalité en Haïti, ce qui rend l'analyse de données y relatives complexe et souvent partielle</p> <p>Il n'existe aucune donnée consolidée pour étudier les niveaux et formes de violence au sein des camps des zones affectées et</p>	<p>Des analyses empiriques et reconnues nationalement et internationalement sur les phénomènes de violence en Haïti et des recommandations aux politiques publiques sur la violence, incluant la violence faite aux femmes sont produites</p>	<p>a. 1 diagnostic local sur la violence existe pour chaque ville. On est à la phase de validation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Observatoire a un site internet fonctionnel qui est en phase d'alimentation (en données, images, bulletins, etc). - 50 enseignants et directeurs de l'Ecole Fondamentale ont participé au premier atelier de concertation sur l'élaboration du manuel national pour la gestion des conflits en milieu scolaire - 200 livres sur le thème de la violence ont été remis au centre de documentation de l'ONAVC - 20 ordinateurs ont été remis au centre de documentation de l'ONAVC <p>- 1 atelier de réflexion sur comment associer les hommes à la prévention de la violence</p> <p>b. 2 bulletins de l'Observatoire sont élaborés. 8 articles scientifiques sont préparés. Une recherche sur le phénomène de kidnapping en Haïti est en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un guide méthodologique de recherche (études, enquête, etc.) en sciences sociales <p>c. 1 une plateforme d'échange est active à l'ONAVC</p> <p>Plus de cinq réunions ont été réalisées par la plateforme d'échange sur la violence et de la criminalité</p>	<p>a. Rapports de l'ONVC sur les progrès réalisés (rapports chaque trimestre) e, rencontres hebdomadaires et participation au comité scientifique de l'Observatoire pour la validation des études et analyses</p> <p>c. protocoles d'entente établis par l'Observatoire pour la collecte et analyse de données</p> <p>c. Ateliers et rencontres organisés par l'ONVC</p> <p>c. participation de l'ONVC dans des</p>	<p>a. copie des rapports envoyés à l'Unité d'Exécution, copie de toutes les analyses et documents produits par l'Observatoire dans le cadre du programme</p> <p>b. Soumission opportune par le Rectorat des rapports et produits d'analyses (i.e. bulletins)</p> <p>c. copie rapports de trimestre de l'ONVC soumis au PC</p> <p>c. invitations du PC pour participer aux ateliers de rencontre</p> <p>c. Coupure de presse sur les activités de l'Observatoire</p>	<p>Le PNUD gère directement l'accord avec le Rectorat de l'UEH concernant l'Observatoire</p> <p>Le PNUD fait partie du comité scientifique et d'orientation de l'Observatoire (pour toute publication)</p> <p>Le PNUD facilite les partenariats avec UNFPA et UNESCO pour leurs activités respectives</p>	<p>R: manipulation politique de données sur la violence</p> <p>A: impact des données sur la violence armées sur les différents secteurs du gouvernement</p> <p>R : difficultés à obtenir les données officielles pour les produire régulièrement</p> <p>A : la mise en place de protocole d'entente et la reconnaissance de l'Observatoire doit améliorer la collecte de données</p> <p>RISQUE EN HAUSSE</p>
--	--	---	---	--	---	---	---	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>d. Nombre de jeunes hommes et jeunes femmes sensibilisés aux différentes formes de violence</p> <p>e. Nombre de personnes et d'organisations de femmes formées à la méthodologie du Safety Audits dans les communautés cibles</p> <p><i>Nombres d'étudiants bénéficiaires du projet d'incitation à la recherche</i></p> <p><i>Nombre de mémoires de recherche réalisés sur la violence et la criminalité en Haïti</i></p> <p><i>Nombre de séances de discussion/restitutions réalisées dans les villes</i></p>	<p>l'observatoire a été reconnu comme particulièrement bien placé pour mener à bien cette activité</p>			<p>d. PLUSIEURS MILLIERS de personnes sensibilisées au moment du Carnaval 2012 au Cayes quelques milliers de personnes ont été sensibilisées également lors de la commémoration de la journée du 8 mars 2012</p> <p>e. 1 personne formée : gestionnaire de l'Observatoire contre la violence et la criminalité - des préparatifs sont en cours pour réaliser des séances de formation avec les responsables des centres d'écoute et les directions départementales du ministère à la condition féminine dans nos villes ciblées - la formation la plus proche (marche exploratoire) se fera à Port-de-Paix</p> <p>- 30 étudiants ont été sélectionnés pour intégrer le projet d'encouragement à la recherche scientifique sur la violence en Haïti, piloté par l'UEH.</p> <p>26 mémoires de recherche sont en cours de réalisation : - 30 étudiants et 15 professeurs ont suivi la formation en méthodologie de la recherche</p> <p>6 séances de restitution des résultats de l'évaluation réalisée par IDEJEN sur les besoins des jeunes en formation professionnelle dans les 5 villes cibles et notamment à Port-au-Prince</p>	<p>colloques internationaux</p> <p>c. nombre d'utilisateurs du site internet de l'Observatoire</p> <p>d. rencontres des partenaires pour la création d'un mécanisme de coordination</p> <p>e. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>c. rapport informatique sur le nb d'utilisateurs mensuels et analyse des tendances (dans le rapport du Rectorat au PNUD)</p> <p>d. minutes des réunions des partenaires partagées avec le PC</p> <p>e. copie des fiches et analyse des questionnaires</p>		
---	--	--	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

	<p><i>Nombre de fiches nationales qui collectent des informations sur la violence VBG</i></p> <p><i>Nombre de personnes sensibilisées à travers les vidéos éducatives</i></p> <p><i>Un mécanisme de partage de données spécifiques sur la violence basée sur le genre existe entre l'ONVC, la Concertation Nationales, le MCFDF et l'INS</i></p> <p><i>Des Actes élaborés à partir du colloque/séminaire international sur la violence en Haïti</i></p>			<p>100 fiches standard nationales sont remplies par les centres d'écoute pour le 1^{er} trimestre de 2012.</p> <p>0 mécanisme fonctionnel du fait que les informations et données disponibles ne sont pas encore systématisées par l'Observatoire et ne sont pas partagées officiellement par les instances de production de données.</p>				
--	---	--	--	---	--	--	--	--

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le gouvernement et les communautés locales</p>	<p>a. Nombre de cadres du gouvernement, incluant le MPCE formés en analyse et gestion de conflits</p> <p>b. Les plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux</p>	<p>Les cadres du MPCE et Ministères Sectoriels ne sont traditionnellement pas formés aux techniques de gestion de conflits</p> <p>Il n'existe pas de mécanismes institutionnalisés</p>	<p>Les acteurs du gouvernement sont formés pour gérer des crises politiques ou sociales, connaissent la thématique de la violence en Haïti et sont formés sur les options de politiques publiques</p>	<p>a. NON PERTINENT</p> <p>b. NON PERTINENT</p>	<p>Evaluation des formateurs par les participants</p>	<p>Questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>UNDP</p>	<p>R: Instabilité politique résultant du tremblement de terre puis des élections et qui n'a pas encore permis d'identifier les participants adéquats</p> <p>A : la transition politique peut être chaotique mais devrait être assurée dans les premiers mois de 2011, ce qui permettra au programme de travailler au niveau institutionnel tel que prévu</p> <p>A : ce genre de formation peut créer un changement de comportement et sera opportun en 2011, dans le contexte de la transition politique et les enjeux de la reconstruction qu'Haïti va affronter</p>
--	---	--	---	---	---	---	-------------	---

PROGRAMME CONJOINT POUR LA PRÉVENTION DE CONFLITS ET LA COHÉSION SOCIALE

<p>Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</p>	<p>a. Nombre de rapports narratifs et financiers soumis à temps au Secrétariat</p> <p>b. Nombre de minutes de réunions du programme conjoint.</p> <p>c. Existence d'une stratégie de communication sur les ODM claire</p> <p>d. Existence d'un tableau de suivi et évaluation sur les indicateurs du programme</p>	<p>Le programme conjoint est constitué d'un NSC, un CPSC Board et d'une Unité d'Exécution pour une durée initiale de deux ans (du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2011)</p>	<p>a. Les rapports narratifs et financiers répondent aux standards exigés par les bailleurs et sont acceptés par les bailleurs</p> <p>b. le projet est coordonné et a un impact multisectoriel</p> <p>c. le projet est visible et son lien avec l'atteinte des objectifs du millénaire est reconnu</p> <p>d. le suivi et évaluation du projet est réalisé selon une méthodologie de collecte d'information claire et efficace</p>	<p>a. 3 rapports narratifs et 3 rapports financiers sont soumis à temps. - les rapports annuels 2010 et 2011 ont été élaborés - Le rapport financier pour la demande de la troisième tranche des fonds a été soumis</p> <p>- un rapport d'évaluation à mi-parcours commandité par le Secrétariat a été produit - Un plan d'amélioration du programme été élaboré</p> <p>b. 3 minutes de réunion du Board ont été réalisées : janvier 2011, 30 janvier 2012 et 18 avril 2012. - 18 Minutes de réunions de coordination, de pilotage ont été réalisées - 30 réunions bilatérales sont organisées.</p> <p>c. 1 stratégie de communication sur les ODM - 4 newsletters sont produites et diffusées sur le site du MDG-F et sur le site du RC-Haïti.</p> <p>d. 1 tableau de suivi et de planification actualisé - 21 rapports hebdomadaires de suivi sont soumis par les VNU à l'unité d'Exécution - un rapport à l'interne d'évaluation à mi-parcours élaboré</p>	<p>a. Rapports narratives et financiers</p> <p>b. rencontres régulières du CPSC Board / NSC</p> <p>c. des articles sur le PC sont produits, notamment sur le site du MDG-F</p> <p>d. une matrice de données sur les avancées du programme est actualisée régulièrement</p>	<p>a. Copie des rapports semestriels et rapport final archivée</p> <p>b. Agenda / Présentations/Minutes du Comité National et Comité de Gestion et NSC</p> <p>c. coupures de presse, lien internet d'articles</p> <p>d. fichier Excel géré par l'Officier en Suivi et Evaluation</p>	<p>Toutes les agences partenaires</p>	<p>R: reconstituer une bonne coordination après une année de mise en œuvre à des niveaux d'exécution différents entre les agences</p> <p>A : la constitution de l'Unité augmentera de façon significative la coordination entre agences et permettra d'avancer plus rapidement et avec un impact renforcé</p>
--	--	---	---	---	--	--	---------------------------------------	---

JOINT PROGRAMME RESULTS FRAMEWORK WITH FINANCIAL INFORMATION-2012

	ACTIVITES	ANNEES			AGENCE ONU	Partenaire de mise en oeuvre	BUDGET PREVU					% delivery rate	
		A1	A2	A3			TOTAL PC	Ajustements budgetaires	COMMITMENTS	MONTANT TOTAL ENGAGE (Commitment et	depenses (2010/2011)		depenses 2012
		JP OUTCOME 1 Renforcement des systemes locaux et des capacités de prévention et de réduction de la violence dans cinq communautés											
Résultat Conjoint 1: Elaboration des plans de prévention de la violence et fourniture d'opportunités socioéconomiques aux jeunes à risque													
Output 1.1 - les structures de gouvernance locales, incluant les représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés	1.1.1 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du				PNUD	ONAVC/URAMEL	50,000	60,000	9,976	55,876	44,700	1,200	76.50
	1.1.2 : appuyer le renforcement des plateformes/mécanismes de coordination entre les autorités locales, la société civile, la police, les cours locaux de justice, pour construire un consensus sur les stratégies de réduction de la violence				PNUD	ONG/autorités locales/CBOs	80,000	70,000	-	0	0.00	18,497	26.42
	1.1.3 a: sur la base d'une méthodologie commune, appuyer l'analyse des parties prenantes sur les sources et manifestations de la violence, incluant la désagrégation par le genre et l'âge, et				PNUD	ONAVC/ONG/URAMEL	130,000	259,474	9,712	172,254	161,697	846	62.64
	1.1.3 b. sur la base d'une enquête de perception dans les camps vulnérables de Port-au-Prince, développer des plans locaux de réduction de la violence avec les parties prenantes incluant les les				PNUD	CIPC/ONAVC	70,000	110,785	-	52,785	52,785	-	47.65
	1.1.4 Identifier et évaluer les réseaux sociaux existants et les capacités pour la prévention/réduction de la violence au niveau communautaire et diffusion du				PNUD	CIPC/ONAVC	180,000	42,000	-	28,000	28,000	-	66.67
							510,000	542,259	19,688	308,915	287,181	20,543	
Résultat Conjoint 2: Augmentation de l'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence et mobilisation des communautés contre la violence													
Output 1.2 des groupes à risque cibles bénéficient d'opportunités socioéconomiques au travers de programmes à haute intensité de formation dans les secteurs	1.2.1 Appui à la réhabilitation des actifs de la communauté au moyen de programmes de haute intensité de main-d'œuvre.				OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	2,029,056	1,774,056	-	1,643,325	1,536,696	106,629	92.63
	1.2.2 Formation professionnelle aux jeunes dans les secteurs/services nécessaires localement et identifiés dans les études de marché du travail.				OIM	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	145,000	400,000	-	70,164	-	70,164	17.54
	1.2.3 placement au sein d'entreprises du secteur public et privé de jeunes et femmes vulnérables et formés dans les 5				PNUD	IDEJEN/entreprises locales des secteurs public et privé	390,000	484,030	74,821	236,186	49,215	112,150	33.34
							2,564,056	2,658,086	74,821	1,949,676	1,585,911	288,944	
Résultat 2.1 Initiatives comprenant des campagnes de sensibilisation, organisation d'activités culturelles et sportives, et études sur les sources de la violence communautaire, y compris la VBC, pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer la fourniture de services aux communautés.	2.1.1a : Appui à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation contre la violence dans les communautés				PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	200,000	195,355	8,835	154,656	125,355	20,467	74.64
	2.1.1b : sur la base de l'enquête de perception, appuyer la mise en œuvre de projets communautaires dans les camps vulnérables de Port-au-Prince				PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	300,000	268,325	62,222	135,538	68,325	4,991	27.32
	2.1.2 : créer des espaces de dialogue et de création de confiance entre les communautés, la police et les cours de justice				PNUD	collectivités territoriales en étroite collaboration avec les structures en place de la communauté et de la société civile	90,000	35,147	-	3,147	3,147.22	-	8.95
	2.1.3. Appui aux associations de jeunes pour les engager dans la prévention de la violence à travers des activités				UNFPA	MJSAC/MCFDF/HTD	460,000	318,000	-	110,910	110,910	-	34.88
	2.1.4 Assister les professeurs des écoles fondamentales à comprendre et gérer les manifestations de la violence en Haïti				UNESCO	Ministere de l'Education/CNCU	55,000	55,000	40,000	55,000	-	15,000	27.27
2.1.5 Assister la communauté académique dans la meilleure compréhension des sources de violence				UNESCO	Ministere de l'Education/CNCU	60,500	65,500	4,171	65,500	11,777	49,552	93.63	
							1,165,500	937,327	115,228	524,752	319,514	90,010	
ant.1a et des agne base	2.2.1. Renforcement de la fourniture de services médicaux aux victimes de la violence basée sur le genre.				UNFPA	MCFDF, Concertation Nationale, organisations de femmes, CBOs	185,000	332,000	-	44,734	44,734	-	13.47

Résultat 2.2. Initiatives comprenant l'offre de services médicaux, psychosociaux aux survivants de violence sexuelle, renforcement des associations de femmes et camps de réfugiés pour la violence sur le terrain réalisés.	2.2.2 Amélioration de l'accès aux services de conseils pour les victimes de la violence basée sur le genre.	UNUFEMMES	MCDFD, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	300,000	300,000	61,193	258,671	197,478.04	44,436.05	65.83
	2.2.3. Appui aux campagnes de sensibilisation et d'éducation des communautés et des collectivités territoriales sur la violence basée sur le genre et renforcement des capacités des associations de femmes à mener des campagnes	UNUFEMMES	MCDFD, MSPP, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, Cbos de femmes	195,000	195,000	48,000	99,413	51,413.28	5,891.43	26.37
				680,000	827,000	109,193.30	402,819	293,625.32	50,327.48	
OUTPUT 2.3 Campagne de sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, y compris la VBG, et promotion de la cohésion sociale dans les radios communales et	2.3.1 b. Support communities in strengthening social cohesion, especially among youth (community-based learning centers).	UNESCO	radios locales et nationales National Television AJH	55,028	60,844	34,644	60,844	-	26,200.00	76
	2.3.2 Strengthen the understanding of communities, and especially young leaders on citizen's rights through local community-based radios and the	UNESCO	SAKS	94,472	84,082		84,082	84,082	-	100
	2.3.3. Improve information analysis by journalists, especially on thematic related to violence	UNESCO	radios locales et nationales National Television AJH	12,500	12,073	-	12,073	12,073	-	100
				162,000	156,999	34,644.00	156,999	96,155.28	26,200.00	
JP OUTCOME 2 Capacité du gouvernement national de formuler et de mettre en œuvre des réponses aux causes et dynamiques des crises et de la violence améliorée										
Résultat 3.1. Données empiriques par sexe et analyse sur les facteurs et dynamiques des crises et de la violence en Haïti développées	3.1.1 en partenariat avec l'Observatoire National de la Violence, préparer le mapping des initiatives et institutions impliquées dans la collecte de données et	PNUD	ONAVC/URAMEL	20,000	67,507	-	47,507	47,507	-	70.37
	3.1.2 renforcer l'Observatoire National de la Violence pour appuyer les communautés des cinq zones cibles et les camps vulnérables de Port-au-Prince dans leur analyse des causes et	PNUD	ONAVC	200,000	127,384	52,169	91,404	19,489	19,745	30.80
	3.1.3. Renforcement de la capacité des partenaires nationaux concernés de faire des évaluations participatives sur la sécurité afin que les intervenants communautaires identifient quand /où	UNUFEMMES	UNUFEMMES/ONAVC	10,000	10,000	-	0	0	-	0
	3.1.4. Strengthen the understanding of the sources of violence and frustration	UNESCO	Ministère de l'Éducation Nationale, Université d'État d'Haïti, ONAVC, Universités privées, CBOs, CNCU	65,500	65,500	62,844	62,844	0	-	0
	3.1.5. Renforcement du partage d'information entre le comité de collecte de données de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, l'Observatoire National de la Violence, le service des statistiques du ministère à la	UNFPA	ONAVC/Concertation Nationale/Division des Statistiques du MCFDF/ IHSI	20,000	15,000	-	0	0	-	0
	3.1.6. Appui à l'établissement du réseau de partage des informations et des analyses des institutions concernées y	PNUD	ONAVC	40,000	40,000	-	0	0	-	0
	3.1.7 soutenir le développement et la présentation d'analyses de court et moyen termes sur les sources et les dynamiques de crise et de violence, et	PNUD	ONAVC	200,000	193,942	21,750	146,842	63,942.42	61,149.78	64.50
				555,500	519,333	136,763.00	348,597	130,938.95	80,895.06	
Résultat 3.2. Renforcement des politiques sélectionnées et ajustement des mécanismes pour les	3.2.1 renforcer les capacités au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et d'autres ministères sectoriels, et en consultation avec le Cabinet du Premier Ministre, pour	PNUD	PNUD	100,000	25,000	-	0	0	3189.8	12.76
	3.2.2 renforcer les mécanismes de coordination et de communication entre les Ministères ainsi qu'entre Port-au-Prince et les provinces afin de renforcer	PNUD	PNUD/ONAVC	40,000	20,000	-	0	0	0	0
				140,000	45,000	-	0	0	3189.8	
Output 4.1 Le programme conjoint est géré et suivi de façon	4.1.1 Coordination, administration, reporting et suivi du Programme	PNUD	PNUD	765,000	856,051	149,260	563,188	257,130.07	156,798.00	48.35
				765,000	856,051	149,260.00	563,188	257,130.07	156,798.00	
				6,542,056	6,542,055	639,596.50	4,254,944.93	2,970,455.70	716,906.68	

This table refers to the cumulative financial progress of the joint programme implementation at the end of the semester. The financial figures from the Definitions on financial categories

- **Total amount planned for the JP:** Complete allocated budget for the entire duration of the JP.
- **Estimated total amount committed:** This category includes all amount committed and disbursed to date.

- **Estimated total amount disbursed:** this category includes only funds disbursed, that have been spent to date.
- **Estimated % delivery rate:** Funds disbursed over funds transferred to date.

AGENCE	TOTAL COMMITMENT 2012	TOTAL DEPENSES (exp)	depenses 2012 (incluant GMS)	GMS 2010/2011		TOTAL DEPENSES (2010/2012) (avec gms 2010/2011)	depenses et commitment a date
PNUD	388,744	921,292.10	399,033.58	GMS PNUD	57,210.52	1,377,536.20	1,766,280.40
OIM	-	1,536,696	176,794	GMS OIM	107,568.70	1,821,058.32	1,821,058.32
UNFPA	-	155,644	-	GMS UNFPA	10,895.00	166,539.00	166,539.00
ONUFEMMES	109,193	248,891	50,327	GMS ONUFEMMES	30,700.00	329,918.80	439,112.10
UNESCO	141,659	107,932	90,752	GMS UNESCO	8,288.30	206,972.58	348,631.58
TOTAL 2010/2011/2012 (dep)	639,597	2,970,455.70	716,906.68	TOTAL GMS	214,662.52	3,902,024.90	4,541,621.40

les chiffres avancés ci-dessus sont approximatifs. Des ajustements sont en cours.

